

## Situation Mensuelle de l'Etat



**Mai 2014**





 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Focus sur l'actualité .....	4
Chiffres clés .....	5
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>6</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>7</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	7
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	8
<b>Recettes</b> .....	<b>12</b>
Recettes fiscales du budget général .....	12
Recettes non fiscales du budget général .....	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	16
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>17</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>18</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	18
Dette financière de l'Etat .....	19
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>20</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -64,33 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mai 2014 s'élève à -64,33 Md€ contre -72,74 Md€ à fin mai 2013 à périmètre constant. Cette évolution s'explique essentiellement par une hausse des

recettes (+8,64 Md€), une baisse des dépenses du budget général (-0,59 Md€) et par la dégradation du solde des comptes spéciaux (-0,82 Md€).

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 134,51 Md€

### Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,30 Md€ imputables principalement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés (4,15 Md€) ;

✓ Mission **Défense** : 3,15 Md€ dont 2,09 Md€ pour le programme « Préparation et emploi des forces » et 0,70 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,90 Md€ dont 2,81 Md€ au titre du programme « Handicap et dépendance » ;

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 2,01 Md€ dont 1,98 Md€ pour le programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » au titre de l'abondement du compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,44 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,76 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,62 Md€.

Les dépenses nettes à fin mai 2014 s'élèvent à 134,51 Md€ contre 135,11 Md€ à fin mai 2013 à périmètre constant. Cette évolution résulte essentiellement de la baisse des dépenses de fonctionnement (-2,27 Md€ notamment dus à l'opération exceptionnelle en 2013 d'augmentation

de capital de la Banque européenne d'investissement) et des dépenses d'opérations financières (-0,51 Md€) mais compensée partiellement par la hausse des dépenses d'intervention (+0,93 Md€) et d'investissement (+0,82 Md€).

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 91,85 Md€

### Les principales recettes du mois (nettes de R et D\*)

**Impôt sur le revenu** : 12,32 Md€ (notamment dus au recouvrement du 2<sup>nd</sup> acompte provisionnel au 15 mai) ;

**TVA** : 11,59 Md€ ;

**Impôt sur les sociétés (hors CSB)** : 2,61 Md€ (notamment dus au versement du solde de l'IS 2013 au 15 mai – cf. focus sur l'actualité) ;

**Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 1,39 Md€ dont 0,63 Md€ de mutations à titre gratuit par décès ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -5,30 Md€ ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,69 Md€.



### Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 120,13 Md€

Elles s'élevaient à 112,80 Md€ à périmètre constant à fin mai 2013, soit une augmentation de 7,34 Md€. Cette évolution résulte de l'augmentation des recouvrements d'IR (+6,13 Md€), d'IS (+1,58 Md€) et de TVA (+1,34 Md€) en partie compensée par la baisse des retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers (-0,50 Md€) et des recettes diverses (-0,55 Md€).

Cette variation provient notamment de l'absence de la contribution complémentaire à la taxe exceptionnelle sur la réserve de capitalisation des entreprises d'assurance, encaissée en 2013, partiellement compensée par la création cette année de la taxe exceptionnelle de solidarité sur les hautes rémunérations (cf. focus sur l'actualité).

### Recettes non fiscales : 2,91 Md€

Les recettes non fiscales à fin mai 2014 s'élèvent à 2,91 Md€ contre 3,48 Md€ à fin mai 2013 à périmètre constant. On constate ce mois-ci,

l'encaissement de dividendes (GDF-Suez et SNCF notamment) pour 0,82 Md€.

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -32,11 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -32,11 Md€ à fin mai 2014 contre -34,37 Md€ à fin mai 2013. Les prélèvements au profit des

collectivités territoriales et au profit de l'Union européenne ont respectivement diminué de 1,98 Md€ et de 0,28 Md€ par rapport à l'an passé.

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -21,67 Md€

#### Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,83 Md€ et des recettes pour 3,71 Md€ (dont 1,39 Md€ au titre du solde de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises). Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses pour 2,27 Md€ correspondant notamment au paiement des intérêts

des OAT à taux fixe et des recettes pour 2,26 Md€ correspondant à l'abondement du budget général. Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » affiche 0,98 Md€ de dépenses correspondant au versement d'avances à l'ACOSS et 1,05 Md€ de recettes de TVA affectées aux organismes sociaux.

Au 31 mai 2014, le solde des comptes spéciaux s'établit à -21,67 Md€ contre -20,85 Md€ en mai 2013. Ce écart s'explique par l'évolution du solde des comptes de concours financiers (-0,74 Md€ dont notamment le solde du compte d'avances aux collectivités territoriales).

### Dette financière de l'Etat au 31 mai : 1 519,93 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 60,09 Md€) et les BTF (émissions nettes de

14,50 Md€). Les montants des BTAN ont diminué de 16,92 Md€ au cours de l'exercice.



### ☞ La taxe exceptionnelle de solidarité sur les hautes rémunérations

Créée par la loi de finances initiale pour 2014, la **taxe exceptionnelle de solidarité sur les hautes rémunérations** est une taxe à la charge des employeurs qui versent des rémunérations individuelles annuelles supérieures à 1 million d'euros à leurs dirigeants et salariés en 2013 et 2014.

Plusieurs entités sont redevables de la taxe : les entreprises individuelles, les personnes morales (associations, groupements d'intérêt économique...) et les sociétés, groupements ou organismes non dotés de la personnalité morale (sociétés en participation...) qui exploitent une entreprise en France.

Les revenus concernés sont les rémunérations versées en 2013 et 2014 telles que :

- les traitements, salaires ou revenus assimilés ainsi que les avantages en argent ou en nature ;
- les jetons de présence ;
- les pensions, compléments de retraite, indemnités, allocations ou avantages assimilés attribués en raison du départ à la retraite ;
- les dividendes du travail : intéressement, participation et épargne salariale ;
- les attributions d'options de souscriptions ou d'achats d'actions en application, les attributions

gratuites d'actions ou de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise...

Le taux de la taxe est de 50 % sur la part de la rémunération individuelle brute imposable qui excède 1 million d'euros. Le montant de la taxe est plafonné à hauteur de 5 % du chiffre d'affaires réalisé l'année au titre de laquelle la taxe est due.

Elle doit être calculée, d'une part, pour chaque personne concernée, et non pas sur la somme totale des hautes rémunérations et d'autre part, entreprise par entreprise, y compris dans les groupes intégrés fiscalement. Les rémunérations sont retenues pour leur montant brut, c'est-à-dire avant toute prise en compte des charges sociales. Les revenus sont assujettis à la taxe, l'année où ils constituent une charge prise en compte pour le résultat de l'entreprise.

La taxe est due au titre des rémunérations versées au cours d'une année et est exigible au 1<sup>er</sup> février de l'année suivante. Elle est déclarée et déposée au plus tard le 30 avril (le 15 mai en 2014) de l'année de son exigibilité. Elle est acquittée lors du dépôt de cette déclaration.

Comptabilisée en recettes fiscales diverses, le montant recouvré s'élève à 0,26 Md € à fin mai 2014

### ☞ Harmonisation des échéances déclaratives et de paiement de l'impôt sur les sociétés (IS)

Conformément à l'article 20 de la loi de finances rectificative pour 2013, les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (IS) clôturant leur exercice au 31 décembre doivent désormais déposer leur relevé de

solde d'IS accompagné du paiement au **15 mai** au lieu du 15 avril. Cette mesure de simplification rétablit la cohérence des échéances déclaratives et de paiement des entreprises soumises à l'IS.



	Mois	Cumul à fin mai		Renvoi Page
	unité : million d'€. Mai	2014	2013 retraité 2013 exécuté	
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-160	-64 329	-72 739 -72 639	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	21 021	134 514	135 106 134 985	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	23 930	91 854	83 218 83 196	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	12 324	39 334	33 205 33 205	
- IS *	2 605	11 633	10 053 10 053	
- TVA	11 591	57 725	56 383 56 366	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 069	-21 670	-20 850 -20 850	17
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	979	90 307		18
Dette financière de l'Etat	17 630	1 519 931		19

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin mai		
	Maï	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	990	991	991
Dépenses de personnel	9 780	50 701	50 740	50 818
Dépenses de fonctionnement	2 342	24 760	27 031	26 877
Charges de la dette de l'Etat	1 984	20 378	19 898	19 898
Dépenses d'investissement	642	5 986	5 166	5 166
Dépenses d'intervention	6 116	31 420	30 489	30 443
Dépenses d'opérations financières	157	278	790	790
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>21 021</b>	<b>134 514</b>	<b>135 106</b>	<b>134 985</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	29 433	120 134	112 796	112 775
Recettes non fiscales	1 268	2 911	3 482	3 482
Prélèvements sur recettes	-6 990	-32 109	-34 373	-34 374
Fonds de concours	220	918	1 313	1 313
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>23 930</b>	<b>91 854</b>	<b>83 218</b>	<b>83 196</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>30 920</b>	<b>123 963</b>	<b>117 591</b>	<b>117 570</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>2 909</b>	<b>-42 660</b>	<b>-51 888</b>	<b>-51 789</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	563	2 185	2 564	2 564
Solde des comptes de concours financiers	-3 875	-24 134	-23 390	-23 390
Solde des comptes de commerce	242	313	7	7
Solde des comptes d'opérations monétaires	309	168	57	57
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-3 069</b>	<b>-21 670</b>	<b>-20 850</b>	<b>-20 850</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-160</b>	<b>-64 329</b>	<b>-72 739</b>	<b>-72 639</b>





	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€. Mai	2014	2013 retraité	2013 exécuté
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>9 780</b>	<b>50 701</b>	<b>50 740</b>	<b>50 818</b>
Rémunérations d'activité	5 647	28 781	28 832	28 866
Cotisations et contributions sociales	4 088	21 588	21 582	21 626
Prestations sociales et allocations diverses	46	332	327	326
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>11 241</b>	<b>83 813</b>	<b>84 366</b>	<b>84 166</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>990</b>	<b>991</b>	<b>991</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2 342</b>	<b>24 760</b>	<b>27 031</b>	<b>26 877</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 715	11 442	13 817	13 686
Subventions pour charges de service public	627	13 318	13 213	13 191
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>1 984</b>	<b>20 378</b>	<b>19 898</b>	<b>19 898</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	1 984	20 378	19 898	19 898
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>642</b>	<b>5 986</b>	<b>5 166</b>	<b>5 166</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	585	5 392	4 401	4 401
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	57	594	766	766
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>6 116</b>	<b>31 420</b>	<b>30 489</b>	<b>30 443</b>
Transferts aux ménages	3 413	14 157	14 337	14 297
Transferts aux entreprises	409	4 316	3 417	3 417
Transferts aux collectivités territoriales	621	2 785	3 298	3 299
Transferts aux autres collectivités	1 673	10 158	9 434	9 427
Appels en garantie	0	3	3	3
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>157</b>	<b>278</b>	<b>790</b>	<b>790</b>
Prêts et avances	5	34	29	29
Dotations en fonds propres	152	181	166	166
Dépenses de participations financières	0	63	595	595
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>21 021</b>	<b>134 514</b>	<b>135 106</b>	<b>134 985</b>



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2014		Cumul à fin mai 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>215</b>	<b>179</b>	<b>1 572</b>	<b>1 170</b>	<b>1 364</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	154	92	813	690	871
Diplomatie culturelle et d'influence	46	69	553	324	337
Français à l'étranger et affaires consulaires	16	19	207	156	157
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>201</b>	<b>187</b>	<b>1 124</b>	<b>1 020</b>	<b>1 049</b>
Administration territoriale	139	137	714	673	678
Vie politique, culturelle et associative	13	8	88	79	70
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	50	42	322	268	301
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>135</b>	<b>99</b>	<b>1 255</b>	<b>1 275</b>	<b>1 275</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	28	4	552	623	615
Forêt	15	5	217	185	166
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	37	34	202	188	199
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	55	56	284	280	296
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>40</b>	<b>80</b>	<b>1 285</b>	<b>1 488</b>	<b>1 655</b>
Aide économique et financière au développement	5	47	459	686	689
Solidarité à l'égard des pays en développement	35	33	826	802	966
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>50</b>	<b>47</b>	<b>2 153</b>	<b>2 085</b>	<b>2 166</b>
Liens entre la Nation et son armée	10	9	47	40	42
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	36	38	2 020	2 008	2 075
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	4	0	85	37	49
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>47</b>	<b>44</b>	<b>270</b>	<b>263</b>	<b>266</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	31	28	146	143	143
Conseil économique, social et environnemental	0	0	38	38	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	16	15	86	81	84
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>159</b>	<b>163</b>	<b>1 237</b>	<b>923</b>	<b>943</b>
Patrimoines	42	46	418	271	252
Création	42	42	370	265	301
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	76	74	448	386	390
<b>DEFENSE</b>	<b>2 623</b>	<b>3 150</b>	<b>16 225</b>	<b>18 974</b>	<b>18 485</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	82	121	755	788	817
Préparation et emploi des forces	2 072	2 089	10 060	10 051	10 452
Soutien de la politique de la défense	220	246	1 098	1 223	1 192
Equipement des forces	249	695	2 812	5 413	6 024
Excellence technologique des industries de défense (1)	0	0	1 500	1 500	0
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>67</b>	<b>78</b>	<b>437</b>	<b>404</b>	<b>399</b>
Coordination du travail gouvernemental	31	42	163	165	165
Protection des droits et libertés	5	6	41	32	32
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	31	30	233	207	203
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (1)	0	0	0	0	0
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES (3)</b>	<b>698</b>	<b>905</b>	<b>5 051</b>	<b>4 209</b>	<b>4 632</b>
Infrastructures et services de transports	404	619	2 027	2 011	2 194
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	7	7	104	65	60
Météorologie	0	0	153	102	106
Paysages, eau et biodiversité	14	11	151	118	113
Information géographique et cartographique	0	0	71	47	47
Prévention des risques	8	7	92	75	59
Energie, climat et après-mines	16	6	385	255	444
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables (3)	248	255	1 598	1 536	1 610
Innovation pour la transition écologique et énergétique (1)	0	0	0	0	0
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (1)	0	0	470	0	0
Ville et territoires durables (1)	0	0	0	0	0



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2014		Cumul à fin mai 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECONOMIE</b>	<b>101</b>	<b>98</b>	<b>684</b>	<b>689</b>	<b>585</b>
Développement des entreprises et du tourisme	52	47	410	423	313
Statistiques et études économiques	36	36	204	199	204
Stratégie économique et fiscale	14	15	70	67	68
Projets industriels (1)	0	0	0	0	0
Innovation (1)	0	0	0	0	0
Economie numérique (1)	0	0	0	0	0
<b>EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE</b>	<b>120</b>	<b>221</b>	<b>5 781</b>	<b>3 344</b>	<b>3 214</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	91	105	635	409	370
Aide à l'accès au logement	0	0	4 732	2 537	2 506
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	27	37	68	219	231
Politique de la ville	1	79	347	179	107
Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>1 954</b>	<b>2 014</b>	<b>20 876</b>	<b>23 863</b>	<b>25 122</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	1 984	1 984	20 378	20 378	19 898
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	3	3	3
Epargne	-30	30	494	220	342
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	3 262	3 262
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	1 617
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 209</b>	<b>5 298</b>	<b>28 254</b>	<b>27 891</b>	<b>27 501</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 592	1 591	7 989	7 980	7 857
Enseignement scolaire public du second degré	2 556	2 554	12 785	12 774	12 669
Vie de l'élève	278	262	2 560	2 342	2 223
Enseignement privé du premier et du second degrés	554	528	3 273	3 236	3 216
Soutien de la politique de l'éducation nationale	139	254	970	904	913
Internats de la réussite (1)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	91	108	677	656	624
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>871</b>	<b>857</b>	<b>4 762</b>	<b>4 602</b>	<b>4 780</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	650	647	3 484	3 375	3 522
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	10	8	58	54	64
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	58	51	358	348	345
Facilitation et sécurisation des échanges	141	128	739	686	699
Entretien des bâtiments de l'Etat	9	11	46	41	42
Fonction publique	2	11	77	98	107
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>32</b>	<b>34</b>	<b>261</b>	<b>188</b>	<b>177</b>
Immigration et asile	31	33	255	183	167
Intégration et accès à la nationalité française	1	1	6	5	10
<b>JUSTICE</b>	<b>684</b>	<b>569</b>	<b>3 082</b>	<b>3 112</b>	<b>3 182</b>
Justice judiciaire	238	242	1 281	1 266	1 241
Administration pénitentiaire	334	239	1 069	1 228	1 240
Protection judiciaire de la jeunesse	65	61	384	302	312
Accès au droit et à la justice	6	5	214	211	271
Conduite et pilotage de la politique de la justice	41	22	132	103	116
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	1	1
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>4</b>	<b>44</b>	<b>476</b>	<b>285</b>	<b>379</b>
Presse	8	13	94	97	84
Livre et industries culturelles	4	5	212	62	111
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	-8	27	100	56	116
Action audiovisuelle extérieure	0	0	70	70	68



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2014		Cumul à fin mai 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>OUTRE-MER</b>	<b>38</b>	<b>56</b>	<b>1 334</b>	<b>791</b>	<b>719</b>
Emploi outre-mer	19	16	1 152	514	452
Conditions de vie outre-mer	19	40	181	276	267
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>15</b>	<b>23</b>	<b>37</b>	<b>88</b>	<b>79</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	14	20	30	80	71
Interventions territoriales de l'Etat	0	3	7	9	8
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>990</b>	<b>990</b>	<b>991</b>
Présidence de la République	0	0	102	102	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>PROVISIONS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>240</b>	<b>953</b>	<b>16 839</b>	<b>13 013</b>	<b>12 339</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	93	102	6 170	6 113	6 152
Vie étudiante	87	228	1 647	1 367	1 203
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	4	177	4 761	2 416	2 252
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	0	1 261	631	636
Recherche spatiale	0	302	1 346	1 070	771
Ecosystèmes d'excellence (1)	0	0	0	0	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables (3)	20	32	1 036	867	794
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (1)	0	0	0	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	13	20	262	335	305
Recherche duale (civile et militaire)	0	60	179	60	59
Recherche culturelle et culture scientifique	1	0	2	1	27
Enseignement supérieur et recherche agricoles	23	31	174	153	139
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>131</b>	<b>169</b>	<b>4 695</b>	<b>3 216</b>	<b>3 230</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	14	52	3 060	1 994	2 047
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	0	757	344	329
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	117	117	879	879	854
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>716</b>	<b>427</b>	<b>1 401</b>	<b>1 134</b>	<b>985</b>
Concours financiers aux communes et groupements de communes	97	44	222	234	228
Concours financiers aux départements	270	142	290	149	143
Concours financiers aux régions	284	120	624	461	401
Concours spécifiques et administration	65	122	265	291	212
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>8 311</b>	<b>8 348</b>	<b>31 989</b>	<b>31 979</b>	<b>34 835</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 810	7 848	29 956	29 947	32 827
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	501	501	2 033	2 033	2 008
<b>SANTE</b>	<b>-1</b>	<b>127</b>	<b>925</b>	<b>458</b>	<b>432</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	-1	127	407	251	264
Protection maladie	0	0	518	207	168
<b>SECURITES (3)</b>	<b>1 485</b>	<b>1 437</b>	<b>7 566</b>	<b>7 225</b>	<b>7 346</b>
Police nationale	775	755	3 855	3 790	3 830
Gendarmerie nationale	641	618	3 518	3 264	3 318
Sécurité et éducation routières	8	9	45	43	41
Sécurité civile (3)(4)	61	55	149	129	157



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2014		Cumul à fin mai 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>SECURITE CIVILE (2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Intervention des services opérationnels (3)(4)	0	0	0	0	0
Coordination des moyens de secours (2)	0	0	0	0	0
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>105</b>	<b>2 900</b>	<b>11 875</b>	<b>7 336</b>	<b>7 587</b>
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	5	1	88	15	359
Actions en faveur des familles vulnérables	16	21	130	90	88
Handicap et dépendance	4	2 807	10 588	6 384	6 307
Egalité entre les hommes et les femmes	5	2	10	5	3
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	74	69	1 058	841	830
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>26</b>	<b>53</b>	<b>300</b>	<b>212</b>	<b>250</b>
Sport	12	45	190	127	163
Jeunesse et vie associative	14	8	110	85	87
Projets innovants en faveur de la jeunesse (1)	0	0	0	0	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>557</b>	<b>807</b>	<b>6 888</b>	<b>4 266</b>	<b>3 972</b>
Accès et retour à l'emploi	433	685	4 879	3 082	2 228
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	62	57	1 657	862	1 403
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	3	46	26	31
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	60	63	305	296	310
Formation et mutations économiques (1)	0	0	0	0	0
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>24 832</b>	<b>29 369</b>	<b>179 623</b>	<b>166 493</b>	<b>169 941</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>16 521</b>	<b>21 021</b>	<b>147 634</b>	<b>134 514</b>	<b>135 106</b>

(1) programme créé en 2014

(2) programme ou mission supprimé en 2014

(3) changement de libellé en 2014

(4) programme ayant changé de mission en 2014



	Mois		Cumul à fin mai	
	Mai	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>12 392</b>	<b>39 890</b>	<b>33 810</b>	<b>33 810</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>135</b>	<b>713</b>	<b>696</b>	<b>696</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>5 944</b>	<b>17 640</b>	<b>19 034</b>	<b>19 034</b>
Impôt sur les sociétés	5 793	17 265	18 602	18 602
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	151	376	432	432
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>1 239</b>	<b>2 397</b>	<b>3 239</b>	<b>3 239</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	51	277	232	232
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	699	863	1 362	1 362
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	3	3	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	113	320	266	266
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	1	1	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	48	58	21	21
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	58	88	20	20
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	7	7	7
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	4	13	12	12
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	11	35	37	37
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	3	4	4
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	3	3	4	4
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	-2	36	38	38
Recettes diverses	249	688	1 235	1 235
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 052</b>	<b>4 950</b>	<b>5 202</b>	<b>5 201</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>15 633</b>	<b>78 987</b>	<b>78 029</b>	<b>78 012</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>1 386</b>	<b>7 536</b>	<b>7 619</b>	<b>7 617</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	41	147	117	117
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	13	64	67	67
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	5	6	6
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	71	486	496	496



	Mois		Cumul à fin mai		
	unité : million d'€.	Mai	2014	2013 retraité	2013 exécuté
Mutations à titre gratuit par décès		634	3 251	3 223	3 223
Contribution de sécurité immobilière		39	233	217	217
Autres conventions et actes civils		34	196	198	198
Actes judiciaires et extrajudiciaires		0	0	0	0
Taxe de publicité foncière		27	149	142	142
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance		8	32	54	54
Taxe additionnelle au droit de bail		0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités		17	88	57	57
Timbre unique		26	80	162	162
Taxe sur les véhicules de société		0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension		0	0	0	0
Permis de chasser		0	0	0	0
Droits d'importation		0	0	0	0
Autres taxes intérieures		14	78	186	186
Autres droits et recettes accessoires		1	3	2	2
Amendes et confiscations		4	16	12	12
Taxe générale sur les activités polluantes		24	161	197	197
Cotisation à la production sur les sucres		0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs		3	12	12	12
Taxe et droits de consommation sur les tabacs		0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent		0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers		26	72	71	71
Autres droits et recettes à différents titres		0	2	2	2
Taxe sur les achats de viande		0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée		2	24	24	24
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage		4	20	21	21
Taxe sur certaines dépenses de publicité		1	25	27	27
Taxe de l'aviation civile		0	66	36	36
Taxe sur les installations nucléaires de base		0	577	579	579
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées		6	24	22	22
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)		184	814	782	782
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos		60	264	278	278
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques		33	168	161	161
Prélèvements sur les paris sportifs		17	71	59	59
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne		8	26	27	25
Redevance sur les paris hippiques en ligne (1)		0	7	40	40
Taxe sur les transactions financières		64	312	280	280
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	1	3	3
Autres taxes		22	62	59	59
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>		<b>37 781</b>	<b>152 113</b>	<b>147 631</b>	<b>147 610</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>		<b>29 433</b>	<b>120 134</b>	<b>112 796</b>	<b>112 775</b>

(1) ligne supprimée en 2014



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€.	Mai	2014	2013 retraité
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>829</b>	<b>858</b>	<b>1 079</b>	<b>1 079</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	6	6	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	1	124	124
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	823	851	955	955
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>56</b>	<b>792</b>	<b>724</b>	<b>724</b>
Revenus du domaine public non militaire	20	118	107	107
Autres revenus du domaine public	2	163	79	79
Revenus du domaine privé	3	16	20	20
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	5	72	55	55
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	24	405	458	458
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	12	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	6	5	5
<b>Produits de la vente de biens et de services (C)</b>	<b>100</b>	<b>371</b>	<b>380</b>	<b>380</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	39	135	136	136
Autres frais d'assiette et de recouvrement	59	222	215	215
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	2	3	3
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	8	23	23
Autres recettes diverses	1	5	4	4
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>41</b>	<b>130</b>	<b>139</b>	<b>139</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	38	82	82
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3	6	6	6
Intérêts des autres prêts et avances	0	24	21	21
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	32	55	22	22
Autres avances remboursables sous conditions	1	1	2	2
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	6	5	5





	Mois		Cumul à fin mai	
	Mai	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>36</b>	<b>210</b>	<b>259</b>	<b>259</b>
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	1	33	131	131
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	15	4	4
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	1	2	3	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	33	151	115	115
Frais de poursuite	1	5	5	5
Frais de justice et d'instance	1	3	1	1
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	0	0
<b>Divers (F)</b>	<b>206</b>	<b>549</b>	<b>901</b>	<b>901</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	11	59	161	161
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	14	56	49	49
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	3	4	4
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	41	41
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	4	3	3
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	4	4	4
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	2	2	2
Récupération d'indus	1	10	15	15
Recouvrements après admission en non-valeur	12	64	71	71
Divers versements de l'Union européenne	0	14	30	30
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	10	6	6
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	9	11	11
Recettes diverses en provenance de l'étranger	3	3	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art. 109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	44	121	88	88
Produits divers	1	7	25	25
Autres produits divers	114	183	391	391
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>1 268</b>	<b>2 911</b>	<b>3 482</b>	<b>3 482</b>



	Mois		Cumul à fin mai	
	Mai	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-5 299</b>	<b>-20 231</b>	<b>-22 213</b>	<b>-22 214</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-4 200	-16 863	-18 694	-18 695
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-5	-7	-7
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-12	-12
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-249	-1 179	-1 130	-1 130
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-302	-363	-520	-520
<b>Dotations</b> élu local	-44	-44	-49	-49
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-19	-18	-18
<b>Compensation</b> de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Compensation</b> d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	-1	-1
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	-3	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-275	-1 377	-1 431	-1 431
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-160	-201	-231	-231
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-8	-62	-21	-21
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-53	-58	-100	-100
<b>Dotations</b> de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
<b>Versement</b> complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011 (1)	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte (2)	-7	-35	0	0
<b>Dotations</b> exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (2)	-1	-21	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 692</b>	<b>-11 878</b>	<b>-12 160</b>	<b>-12 160</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-6 990</b>	<b>-32 109</b>	<b>-34 373</b>	<b>-34 374</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	207	823	1 194	1 194
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	12	95	119	119
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>220</b>	<b>918</b>	<b>1 313</b>	<b>1 313</b>

(1) ligne supprimée en 2014

(2) ligne créée en 2014



unité : million d'€.

	Mois de mai		Cumul à fin mai					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>4 649</b>	<b>5 212</b>	<b>27 380</b>	<b>28 406</b>	<b>29 565</b>	<b>30 971</b>	<b>2 185</b>	<b>2 564</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	31	82	93	143	116	61	23
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	124	123	567	575	579	622	11	48
Développement agricole et rural	2	82	7	3	95	100	88	97
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	31	31	111	143	157	153	46	10
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	533	3	131	542	592	539	461
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	18	19	87	86	149	131	62	45
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	0	0	-1	96	0	0	1	-96
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	0	0	3 647	5 248	3 266	5 332	-380	84
Pensions	4 474	4 394	22 877	22 031	24 616	23 890	1 739	1 859
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	0	19	35	19	35
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>8 813</b>	<b>4 939</b>	<b>45 445</b>	<b>42 138</b>	<b>21 311</b>	<b>18 747</b>	<b>-24 134</b>	<b>-23 390</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	26	115	150	43	30	-72	-120
Avances à l'audiovisuel public	0	142	1 480	1 437	837	796	-642	-641
Avances aux collectivités territoriales	7 829	3 708	38 472	36 497	15 000	13 925	-23 471	-22 572
Avances aux organismes de sécurité sociale	980	1 049	5 256	3 809	5 245	3 808	-10	-2
Prêts à des Etats étrangers	4	12	69	232	175	188	107	-43
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	2	54	13	10	0	-44	-13
<b>Comptes de commerce</b>	<b>2 380</b>	<b>2 623</b>	<b>23 482</b>	<b>23 153</b>	<b>23 795</b>	<b>23 160</b>	<b>313</b>	<b>7</b>
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	72	175	286	353	446	403	160	50
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	13	64	64	60	60	-4	-4
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	1 265	1 418	1 265	1 418	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	21	164	156	132	343	256	187	124
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	2 270	2 264	21 690	21 036	21 655	21 003	-34	-33
Gestion des actifs carbonés de l'Etat (1)	0	0	0	129	0	0	0	-129
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	2	0	0	0	-2
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	2	6	15	20	20	21	5	1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	0	6	0	5	0	-1	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>258</b>	<b>568</b>	<b>1 009</b>	<b>575</b>	<b>1 177</b>	<b>632</b>	<b>168</b>	<b>57</b>
Emission des monnaies métalliques	0	0	71	83	35	51	-37	-32
Opérations avec le Fonds Monétaire International	258	568	937	490	1 140	579	203	89
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	2	3	3	3	1
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>16 101</b>	<b>13 341</b>	<b>97 315</b>	<b>94 272</b>	<b>75 848</b>	<b>73 510</b>	<b>-21 467</b>	<b>-20 762</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>15 843</b>	<b>12 773</b>	<b>96 378</b>	<b>93 781</b>	<b>74 708</b>	<b>72 931</b>	<b>-21 670</b>	<b>-20 850</b>

(1) mission supprimée courant 2013



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2014
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	465	202	667
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	11
	La Poste	1	0	2
	Autres organismes à caractère financier	223	129	352
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>701</b>	<b>331</b>	<b>1 031</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	1 204	-721	483
	Départements	4 702	-2 150	2 553
	Communes	18 791	-2 820	15 970
	HLM	372	-51	321
	Autres CEPL	19 355	-1 212	18 143
	<b>Total CEPL</b>	<b>44 424</b>	<b>-6 953</b>	<b>37 470</b>
	<b>Hôpitaux</b>	<b>4 475</b>	<b>-241</b>	<b>4 234</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 308	2 193	11 502
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 355	297	2 652
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 420	985	3 405
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	803	476	1 279
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>14 886</b>	<b>3 952</b>	<b>18 838</b>
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>11 953</b>	<b>-1 798</b>	<b>10 155</b>	
<b>Communautés européennes</b>	<b>166</b>	<b>292</b>	<b>458</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	69	-6	64	
GIP	433	113	546	
EPL	1 802	869	2 671	
Autres correspondants	12 122	-750	11 372	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	74	-74	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>14 500</b>	<b>152</b>	<b>14 652</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>91 103</b>	<b>-4 265</b>	<b>86 838</b>	
<b>Comptes à terme</b>	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	781	79	860
	<b>Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	3 482	-873	2 609
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	2	-2	0
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>4 265</b>	<b>-795</b>	<b>3 470</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>95 368</b>	<b>-5 061</b>	<b>90 308</b>
<b>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</b>		1	0	1
<b>Découverts des correspondants du Trésor</b>		1	-1	0
<b>Total Actif (B)</b>		<b>2</b>	<b>-1</b>	<b>1</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>95 367</b>	<b>-5 059</b>	<b>90 307</b>



	Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2014
unité : million d'€.			
<b>Dettes négociables (A)</b>	<b>1 457 220</b>	<b>57 669</b>	<b>1 514 888</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 066 941	60 092	1 127 033
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	905 045	53 007	958 052
- <i>taux variable</i>	142 776	6 886	149 662
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	216 436	-16 919	199 517
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	204 641	-17 740	186 901
- <i>taux variable</i>	11 284	786	12 070
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	173 843	14 495	188 338
Autres titres négociables	0	0	0
<b>Dettes non négociables (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dettes exigibles	0	0	0
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	0	0	0
<b>Autres emprunts (C)</b>	<b>5 084</b>	<b>-41</b>	<b>5 043</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 462 304</b>	<b>57 627</b>	<b>1 519 931</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> mai jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2013 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2013 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2014.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.